

LUBRIZOL : Amplifions la mobilisation pour obtenir la transparence, la vérité, la justice et une vraie dépollution

Dans la nuit du 25 au 26 septembre 2019, 9050 tonnes de produits dangereux et deux toitures en amiante- ciment brûlent dans l'incendie de l'usine Lubrizol et des entrepôts de Normandie logistique.

C'est une pollution sans précédent : les sols, les berges et la Seine sont touchés, le nuage de fumée et ses composantes toxiques (matières volatiles, dont de l'amiante) ont survolé l'agglomération de Rouen et des centaines de communes jusqu'au Nord de la Belgique.

PLUSIEURS FAITS SONT ÉTABLIS :

Dès le début de cette catastrophe, le préfet et le Ministre de l'intérieur ont minimisé son ampleur et le danger pesant sur la population. Ils ont pris des mesures qui banalisent l'événement et laissent la « vie normale » se poursuivre.

Quelques exemples :

- l'alerte n'a été donnée qu'à une petite partie de la population concernée et seulement vers 8 heures,
- les habitants sont partis au travail comme d'habitude
- les transports en commun ont été mis en service normalement
- seule une partie des établissements scolaires ont été fermés.

Le préfet n'a même pas respecté les consignes minimales préconisées par la plaquette intitulée « Bons réflexes en cas d'alerte industrielle », éditée par la préfecture (!) et l'Union des Industries de la Chimie (UIC).

Lors de leurs visites, le 1^{er} ministre et 3 autres ministres, puis le président Macron lui-même, ont tous tenu des propos rassurants, sans pouvoir attester de leur véracité en l'absence de mise à disposition de tous les résultats d'analyses.

L'usine Lubrizol, classée SEVESO seuil Haut, a bénéficié d'une extension de stockage vers le site de Normandie Logistique, profitant d'un assouplissement inadmissible de la législation sur l'exploitation et le stockage des produits hautement toxiques, qui permet désormais aux Préfets de délivrer des autorisations sans évaluation environnementale systématique.

Les mesures de protection sanitaire des riverains immédiats, des personnels des usines voisines, des pompiers et policiers mobilisés n'ont pas été prises ou mises en place avec beaucoup de retard.

L'organisation d'exams médicaux des personnes directement impactées a été différée de plusieurs heures, voire de plusieurs jours, le suivi sanitaire de la population dans son ensemble reste à ce jour complètement ignoré.

Ce qui marque depuis la catastrophe, c'est notamment : la rétention d'informations et l'absence de consignes claires à la population (nettoyage des extérieurs, précautions particulières pour les personnes fragiles), aux élus (les maires en premier lieu), aux personnels des administrations (en particulier dans les écoles et jusqu'à l'université), ni aux médias....

Le gouvernement et le préfet ont maintenu cette attitude plusieurs jours au mépris de toutes les règles de sécurité et de protection des populations. La répétition sans fin dans leurs discours du terme de « transparence » ne doit pas masquer cette réalité.

IL EST IMPOSSIBLE DE RELAYER DANS CE TRACT L'ENSEMBLE DES INFORMATIONS RECUEILLIES PAR LE COLLECTIF

NOUS NE SOMMES PAS DUPES : la politique de déréglementation, de destructions des services publics, d'une justice clémente avec les industriels, cette politique des gouvernements successifs, ont réuni les conditions d'une telle catastrophe.



Aujourd'hui, des logements, des locaux de travail, l'environnement souillé ne sont pas dépollués. En refusant par exemple de classer l'incendie comme une catastrophe industrielle, le gouvernement ne veut pas en imposer la responsabilité à Lubrizol ni à son propriétaire Warren BUFFET, elle vise à le protéger des conséquences économiques, sanitaires, écologiques, elle vise à le dédouaner de tout devoir de réparation.

NOUS N'ACCEPTONS PAS L'ATTITUDE DE L'ETAT !

Nous appelons à manifester le 26 novembre, 2 mois après cette catastrophe industrielle et environnementale, pour que le gouvernement :

- Donne accès à tous les documents et à toutes les informations pour qu'ils soient analysés par les collectifs citoyens et des experts indépendants
- Organise un suivi médical, des recherches et une surveillance sanitaire à long terme des populations exposées, victimes directes et indirectes de cette pollution, sous contrôle des instances représentatives du personnel pour les entreprises et les administrations...
- Contraigne l'indemnisation par LUBRIZOL de toutes les victimes, sous contrôle de l'Etat, sans limite de temps et sans condition, notamment sans engagement de renoncement à toute poursuite judiciaire,
- Réédite la plaquette « bons réflexes en cas d'alerte industrielle » après actualisation et diffusion à tous les foyers des communes du département et organise des exercices d'alerte aux incidents industriels de toute la population dans des modalités à définir d'urgence.
- Renforce les moyens de contrôles et de vérification pour les services de l'inspection du travail, de la DREAL, de la CAR-SAT... la mise en place de procédures d'arrêt des installations en cas de danger avec maintien de tous les emplois à charge des industriels.

La mobilisation collective, dès le 1er octobre a permis de faire avancer la transparence et la vérité.

Amplifions la mobilisation pour que l'ensemble de nos exigences soient satisfaites.

Nous ne lâcherons pas, nous ne tournerons pas la page

SOYONS TOUS ET TOUTES A LA MANIFESTATION LE 26 NOVEMBRE à 18h

DU PALAIS DE JUSTICE DE ROUEN AUX PORTES DE L'USINE LUBRIZOL

LE COLLECTIF UNITAIRE REGROUPE : La CGT – Solidaires - FO – FSU- Confédération paysanne - Syndicat des avocats de France - collectif LUBRIZOL – Association des sinistrés de Lubrizol - collectif «Lubrizol et à Bray» - Gilets Jaunes Rouen - Front Social - France Nature Environnement Normandie- Générations Futures - Citoyens pour le climat - Bouillons Terres d'Avenir – Greenpeace Rouen – Stop EPR – Les amis de la nature de Rouen – Les amis de la confédération paysanne - Association Henri PEZERAT - l'Addeva Rouen Métropole- Syndicat de la Médecine Générale - ATTAC - Alternatiba (coalition climat) – Grands-Parents pour le Climat - LDH - CREAL 76 –ASTI Pt Quevilly- ADEVA 76 - ANDEVA – Enseigner à Vivre - PCF- LFI – PG – POI - EELV- GDS - SAGV- CAGV – Génération.s - GR- UCL- ENSEMBLE - NPA.